

16 Provinces

Moyen-Ogooué/ Département de l'Ogooué et des Lacs/Aménagement du lac Oguemoue

Mieux comprendre le processus

JM
Lambaréné/Gabon

LES populations du lac Oguemoue ont échangé avec les responsables administratifs et déconcentrés sur le processus d'une pêche durable dans cette contrée.

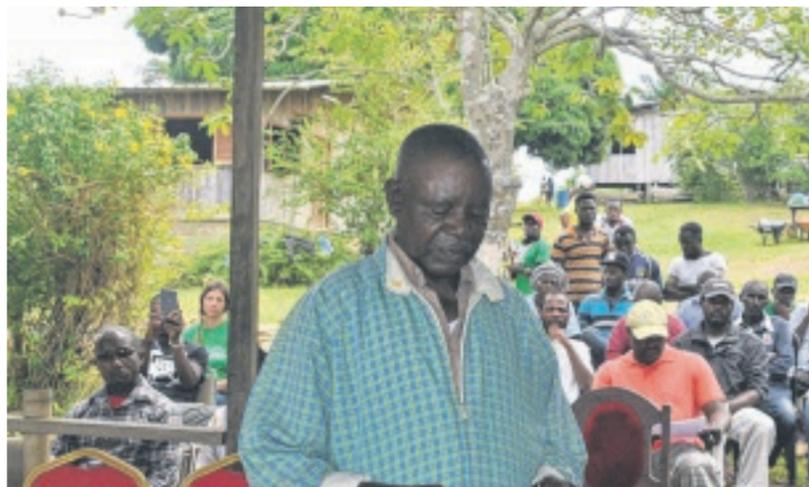
Malgré certaines divergences, ces derniers se sont prononcés pour mieux gérer le lac et ont pris des engagements fermes. "Le maillage des filets qui nous est proposé ne pourra pas servir à faire de bonnes prises. Aussi, demandons-nous une mise en coopérative. Les 47 autorisations que vous nous proposez sont insuffisantes. Le maillage de 50 mm ne nous donnera rien", pense Rodrigue Bekale du village Nlong. De son côté, Pierre Emame Memiaghe, chef de canton des Lacs du Sud estime que "le travail que nous menons aujourd'hui n'est pas nouveau. Nous l'avons amorcé depuis 2012, et les propositions relatives au maillage avaient été données à Lambaréné lors de la dernière rencontre".

Pour Pierre Mve Ndong, du village Odimba, avec la maille 50 mm, aucune



Photo : Jean Madouma/ L'Union

Le président de la coopérative Anvem, Franck Bengone.



Le chef du canton des Lacs du Sud, Pierre Emame Memiaghe, attend les encouragements des autorités.



Photo : Jean Madouma/ L'Union

La chargée des programmes de L'ONG TNC au Gabon, Marie Claire Paiz, expliquant le suivi des pêcheries.



Les responsables administratifs lors de la concertation avec les communautés.

bonne prise n'est susceptible d'être effectuée. Le Président de la coopérative

Amvem du village Nlong, Franck Bengone, le vice-président de l'ONG Oelo et

Mme Betoa Mba du village Tsam-Tsam sont également allés dans le même sens. "Nous vivons

de pêche ici. Et ce sont les mailles que nous suivons. Aidez-nous à obtenir les mailles de 45 et 48 mm et

même des moteurs. Celles de 55 mm ne sont pas efficaces", ont-ils déclaré dans leur ensemble.

Ngounié/Départements de la Louetsi-Wano/Lébamba/Consommation eau et électricité

Les populations dénoncent les surfacturations

IMM
Lébamba/Gabon

L'AGENCE commerciale de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) de la localité de Lébamba, chef-lieu du département de la Louetsi-Wano n'est plus en odeur de sainteté avec les populations qui la rendent responsable de la surfacturation de leurs consommations.

Depuis près de deux ans, les clients louvanois de dame SEEG ont remarqué dans leurs factures une augmentation exponentielle et subite de leurs consommations. Certains ont, en vain, cherché à établir un rapport arithmétique entre leurs anciennes factures d'eau et d'électricité avec les plus récentes. D'autres ont même voulu voir si le nombre d'ampoules électriques de leurs habitations n'influçait pas la note salée qu'ils reçoivent. «En dépit de mes supplications, les agents de la SEEG ont été sans pitié à mon égard. Ils m'ont arraché le compteur d'électricité», a témoigné une personne du 3e âge. Plusieurs autres personnes dans la commune se re-



Photo : IMM

L'agence SEEG de Lébamba a été accusée de magouille...



...par les populations de Lébamba qui l'ont exprimée au ministre délégué Hilaire Machima.

trouvent dans la même situation et ont entamé un contentieux avec la succursale de la société. Victime d'une erreur d'évaluation, un cadre de Lébamba a dit avoir reçu une facture de deux millions de francs de consommation d'eau et d'électricité, alors que ses deux compteurs étaient hors service depuis plusieurs mois et qu'aucune redevance n'avait été remise auparavant. "Pour avoir le cœur net, j'étais contraint de me rendre à l'agence centrale de Mouila pour comparer et confronter les résultats des factures. A ma grande surprise,



Photo : IMM

le montant réel que je devais payer par la suite était dix fois inférieur à celui initialement présenté par la dite agence commerciale locale", a-t-il expliqué.

A Lébamba, les clients soupçonnent donc les responsables de la SEEG de procéder au trafic des données qu'ils prélèvent sur les compteurs. Dans le même cadre, les abonnés

de la commune pensent aussi que des surfacturations sont régulièrement menées, et ce, de manière arbitraire, auprès des clients. Toute chose qu'ils dénoncent et demandent aux responsables de la société d'énergie et d'eau du Gabon d'examiner de plus près. Les populations ont d'ailleurs exprimé leur colère au ministre délégué à l'Économie, Hilaire Machima, lors d'une rencontre politique à la maison du Parti démocratique gabonais (PDG) au quartier Malongo. Celui-ci a eu les mots justes pour calmer les esprits surchauffés.

Hilaire Machima a utilisé des mots justes pour calmer les esprits.